

*Anti-inflation—Loi*

**M. Stanfield:** Toutefois, c'est son problème et le problème de quiconque parle d'une politique d'après-contrôles. Le ministre pourra lire le hansard s'il ne veut pas m'écouter ce soir, mais j'aimerais lui dire qu'il est très difficile de le prendre lui et le gouvernement si sérieux sur cette question des contrôles ou de l'après-contrôles à cause des positions et déclarations contradictoires du premier ministre au cours des années.

Tout le monde reconnaît en général que les contrôles de prix et de revenus ne peuvent donner de bons résultats que pour une courte période de temps. Certains prétendent que ce n'est pas le cas même pour une courte période. Le ministre a parlé du comité McCracken. Je crois que ce comité, en travaillant en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques, a recommandé que les contrôles ne soient utilisés qu'en cas d'urgence pour de courtes périodes et non pour une longue durée. Ce que le ministre pense réellement à propos de la durée des contrôles, ce n'est pas son discours de ce soir qui nous l'a appris. Ce que le premier ministre en pense, personne ne le sait ni peut-être lui-même. Avant 1975, surtout durant la campagne électorale de 1974, il ne cessait de répéter, comme l'actuel ministre des Finances et ses collègues, que les contrôles même d'une courte durée s'étaient soldés par un échec partout où on en avait établi. Pour une raison qu'il est le seul à connaître le premier ministre est venu à Truro, ma ville natale, où il a décrit les contrôles comme un désastre cherchant un endroit où se produire.

● (2050)

J'ignore ce qui a poussé les dirigeants libéraux à choisir Truro pour faire des déclarations idiotes, péremptoires, absolues...

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** ... qu'ils se sont empressés de revenir au bout de quelque mois. L'ancien ministre des Finances a fait le pèlerinage pour déclarer des choses très catégoriques qu'il a désavouées peu après. Qu'y a-t-il donc dans ma ville natale qui ait rendu fous furieux des libéraux prestigieux comme le premier ministre et M. Turner? Pour autant que je sache, l'actuel ministre des Finances n'est pas venu dire ses âneries à Truro. Il semble avoir préféré Toronto.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Presque tout le monde, à l'exception du premier ministre et peut-être du ministre des Finances, est disposé à croire que plus les contrôles demeurent plus ils créent de perturbations, plus ils nuisent à l'évolution de l'économie, plus ils entravent son évolution naturelle, plus la justice devient difficile et plus grandes sont les injustices. Pendant la dernière campagne électorale et avant cela, je pensais que c'était l'opinion du premier ministre. Je pensais que c'était aussi l'opinion du ministre des Finances.

Je sais qu'il ne me reste pas beaucoup de temps pour parler du passé. Cependant, les députés se rappelleront tous la dernière campagne électorale et l'époque du bill sur les pratiques abusives du commerce. Ce bill devait constituer la solution aux problèmes de l'inflation.

**Une voix:** Où est-il maintenant?

**M. Stanfield:** On peut se demander non seulement où est le bill, mais aussi où est le ministre qui s'en occupait.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** D'après ce que dit le premier ministre et d'après sa façon de répondre aux questions, il semble croire non seulement que les contrôles sont appropriés, mais aussi qu'il est possible de les appliquer pendant une longue période. Il semble croire dur comme fer aux contrôles. C'est un converti très convaincu. Pendant quelque temps, le premier ministre semblait tellement aimer les contrôles qu'il voulait faire adopter un mécanisme permanent quelconque, une forme permanente d'intervention dans l'économie. Je pense à ce qui s'est passé à l'époque de Noël 1975. La réaction que les projets du premier ministre ont suscitée l'a fait reculer, du moins verbalement.

Qui sait quelles sont véritablement les convictions du premier ministre à ce sujet? Sauf le respect que je dois au ministre des Finances, même si je connaissais ses opinions à ce sujet, je ne m'en préoccuperais pas trop parce que le premier ministre aura le dernier mot. L'ancien ministre de la Consommation et des Corporations avait des opinions bien personnelles et nous savons tous ce qui lui est arrivé. Le prédécesseur immédiat du ministre des Finances avait lui aussi des idées personnelles et nous savons tous qui a fini par avoir le dessus.

Je me demande encore ce que le premier ministre considère comme le rôle des contrôles. Dans une interview accordée récemment à un reporter du journal français très connu *Le Monde*, il a déclaré qu'il serait insensé de supprimer les contrôles avant qu'il y ait des élections. Le très honorable représentant n'a jamais expliqué ce que signifiait cette mystérieuse nouvelle doctrine économique. Je suis certain que ce n'est pas Galbraith qui a inspiré cette idée. Elle provient certainement d'une école de pensée plus récente.

Lorsque le député de York-Simcoe (M. Stevens) a demandé au premier ministre, en Chambre, ce qu'il voulait dire, il a préféré ne pas répondre. Il s'est contenté de dire qu'il serait ridicule de supprimer les contrôles tant que les principaux décisionnaires ne seraient pas d'accord pour faire preuve d'austérité. Il a dit que ces gens devaient s'engager fermement à faire volontairement preuve de modération. Cette réponse montre jusqu'où va le cynisme du premier ministre à cet égard.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** On pourrait difficilement concevoir quelque chose de plus ridicule que cette histoire de modération volontaire.

Quelques jours plus tard, le ministre des Finances a admis, en réponse à des questions, qu'il ne serait peut-être pas possible d'obtenir l'accord des principaux décisionnaires, quels qu'ils soient, et qu'il faudrait décider de lever les contrôles sans obtenir un engagement ferme de leur part. Nous avons tous entendu le ministre ce soir. Où en sommes-nous? Attendons-nous vraiment cet accord ou est-il possible que le ministre des Finances et le gouvernement lèvent les contrôles, même s'il ne peuvent obtenir cet accord? Le ministre des Finances ne nous a certainement pas éclairé là-dessus ce soir.